

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AFR 46/024/2008 – ÉFAI
8 juillet 2008

AU 198/08

Enlèvements / Torture

ZIMBABWE

11 jeunes

Le 7 juillet à 1 heure du matin, une dizaine d'hommes armés, probablement liés à l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (ZANU-PF), le parti au pouvoir, ont attaqué un camp de personnes déplacées et enlevé les 11 jeunes qui y montaient la garde. Ces derniers risquent d'être torturés, voire tués.

Les hommes qui ont attaqué ce camp, situé sur le terrain du centre de formation de Ruwa, à environ 25 kilomètres de la capitale, Harare, étaient vêtus de treillis militaires et portaient des masques. Certains ont pénétré dans un bâtiment et agressé les hommes qui dormaient dans une pièce, en les accusant de soutenir le Mouvement pour le changement démocratique (MDC), le principal parti d'opposition. D'autres sont entrés dans une chambre et ont attaqué les femmes qui y dormaient. Au moins cinq femmes et trois hommes ont été blessés si grièvement qu'ils ont dû être hospitalisés à la clinique du centre de formation.

Ce camp de personnes déplacées héberge environ 400 civils contraints de fuir leur domicile pour échapper aux violences qui ont suivi les élections présidentielle et législative du 29 mars, à l'issue desquelles la ZANU-PF a perdu sa majorité au parlement pour la première fois depuis l'indépendance du pays, en 1980. Amnesty International a appris par des sources internes au camp que personne n'a vu les 11 jeunes depuis cette attaque. Des sympathisants du MDC enlevés par des bandes similaires ont été torturés ou tués.

À la suite de cette attaque, le responsable de la police du district de Harare (surnommé « DISPOL ») est arrivé sur place pour enquêter vers 3 h 30. Selon un témoin oculaire, il s'est contenté de parler aux blessés hospitalisés et n'a interrogé aucun témoin.

Les résidents du camp de personnes déplacées s'étaient plaints du manque de sécurité dans ce lieu. Le 29 juin, des hommes qui semblaient être des membres de l'Organisation centrale de renseignements (CIO), les services secrets zimbabwéens, sont arrivés et ont demandé à parler aux responsables du camp. Environ trois jours plus tard, des personnes travaillant apparemment pour la Division des enquêtes criminelles (CID) sont venues filmer les résidents du camp.

Les étrangers peuvent facilement accéder au camp sans subir de véritable contrôle de sécurité, y compris les « vétérans » présumés des zones voisines qui ont, à la connaissance d'Amnesty International, attaqué des sympathisants réels ou supposés du MDC. Le jour de l'attaque, un seul policier assurait la sécurité du camp.

Ce camp de réfugiés est désormais encerclé par la police antiémeutes, depuis qu'un agent de la CID a été désarmé par des résidents après être entré et avoir commencé à fouiller l'une des chambres le 8 juillet. Un témoin oculaire a indiqué à Amnesty International que ce policier avait tenté de tirer avec son pistolet lorsque des résidents du camp lui avaient opposé une résistance.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis les élections du 29 mars, qui ont donné lieu à la première victoire du Mouvement pour le changement démocratique (MDC) au parlement depuis la fin de la tutelle britannique en 1980, Amnesty International a relevé des cas d'homicides illégaux, de torture et d'autres mauvais traitements, notamment des passages à tabac, ainsi que des manœuvres de harcèlement et d'intimidation visant principalement des sympathisants du MDC et des défenseurs des droits humains. Les atteintes aux droits humains ont majoritairement été

commises par des sympathisants de l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (ZANU-PF), le parti au pouvoir, et par des membres de l'Association des vétérans de la guerre de libération nationale du Zimbabwe (ZNLWA) – généralement appelés « *vétérans* ». Les organes de sûreté de l'État, notamment la police nationale (ZRP), ne sont pas intervenus pour les empêcher de se livrer à de tels agissements ; ils ont ainsi, en toute impunité, tué, torturé et agressé des sympathisants présumés du MDC, incendiant également leurs habitations et leurs commerces. Dans certains cas, les autorités étaient elles-mêmes à l'origine, voire à la tête des attaques menées par ces groupes.

Selon des témoins oculaires, les agents de la ZRP semblent peu disposés à arrêter les « *vétérans* » et les sympathisants de la ZANU-PF responsables d'atteintes aux droits humains. La police n'a, en revanche, pas tardé à enquêter sur les atteintes aux droits humains qui auraient été commises par des sympathisants du MDC, ce qui donne à penser que le maintien de l'ordre ne respecte pas le principe de neutralité. De plus, la police a violé les droits des personnes placées en détention, en leur refusant d'entrer en contact avec un avocat et en les privant de nourriture et de soins médicaux.

Les 400 civils qui résident dans le camp de personnes déplacées se sont réfugiés dans un premier temps à l'ambassade d'Afrique du Sud à Harare, puis ils ont été transférés au centre de formation de Ruwa le 27 juin avec l'aide de la Croix-Rouge zimbabwéenne et des Nations unies. Les autorités se sont engagées à assurer leur sécurité par le biais du département des Services sociaux.

Environ 80 % des personnes déplacées hébergées au centre de formation de Ruwa ont vu leur domicile incendié au cours des violences politiques qui ont commencé après les élections du 29 mars. La plupart de ces attaques ont été menées par des « *vétérans* », des soldats et d'autres sympathisants de la ZANU-PF. Les victimes ont fui vers les provinces du Mashonaland-Est, du Mashonaland-Centre, du Mashonaland-Ouest et des Midlands. Au moins 90 personnes, dont une majorité de sympathisants du MDC, ont été tuées depuis le 29 mars.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous inquiet à l'idée que des hommes armés aient pu, le 7 juillet, attaquer un camp de personnes déplacées au centre de formation de Ruwa et enlever 11 jeunes ;
- dites-vous préoccupé par le fait que les sympathisants du MDC sont victimes d'attaques violentes commises par des agents présumés de la sûreté de l'État, des « *vétérans* » et d'autres sympathisants de la ZANU-PF ;
- exhortez les autorités zimbabwéennes à garantir un niveau de sécurité suffisant aux personnes déplacées dans le pays ;
- priez instamment la police de mener une enquête sur l'attaque du 7 juillet et de traduire en justice les responsables présumés.

APPELS À :

Directeur du département des Services sociaux :

The Director
Department of Social Services
Ministry of Public Service, Labour and Social Welfare
Private Bag 7707
Causeway
Harare, Zimbabwe

Fax : +263 4 791974

Formule d'appel : *Dear Director, / Monsieur le Directeur,*

Responsable de la police de la province d'Harare :

The Officer Commanding
Harare Province
Zimbabwe Republic Police
Harare Provincial Headquarters
PO Box CY 154

Causeway
Harare, Zimbabwe

Fax : **+263 4 754176**
 +263 4 753 501

Formule d'appel : ***Dear Officer Commanding, / Monsieur,***

COPIES aux représentants diplomatiques du Zimbabwe dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 19 AOÛT 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.